

## Smart City Tour Mulhouse

Mardi 29 septembre 2020 – KMØ

### Bloc-Notes

La manifestation était organisée par le **Smart City Mag**, un magazine qui couvre la digitalisation dans les collectivités ([Web](#)). Ce format a lieu 6 à 7 fois par an dans différentes villes de France. L'événement mulhousien marquait le retour du Smart City Tour après la parenthèse du confinement. Il a regroupé une soixantaine de personnes au KMØ. Il a compris 3 temps de débat entrecoupés d'une présentation d'EDF.

### Mots-clés

Ville du Quart d'Heure

Participation Citoyenne

Sécurité des données des collectivités





## Mobilité, logistique du dernier kilomètre, circuits courts... : à quoi ressemblera la « ville du quart d'heure » ?

Intervenants : **Michèle LUTZ**, maire de Mulhouse ; **Carlos MORENO**, Directeur scientifique de la Chaire ETI Université Paris 1 Panthéon Sorbonne - IAE PARIS ; **Pier-Mael ANEZO**, Architecte - Urbaniste, Chargé d'études Urbanisme & Transfrontalier, AURM. Débat animé par **Ariel GOMEZ**, rédacteur en chef de Smart City Mag

La première table-ronde a confronté les points de vue autour du concept de **ville du quart d'heure** de Carlos Moreno. Il s'agissait de préciser le rôle que pourrait jouer ce concept dans une ville « post-COVID ».

Pour **Moreno**, « il s'agit d'opérer une transformation de l'espace urbain encore fortement monofonctionnel, avec la ville-centre et ses différentes spécialisations, vers une **ville polycentrique, maillée, connectée, réconciliée avec la nature, rafraîchie, apaisée, bénéficiant de vrais espaces publics pour tous** [nous soulignons], afin d'offrir cette qualité de vie dans les courtes distances, celle des six fonctions sociales urbaines essentielles [habiter, travailler, s'approvisionner, se soigner, apprendre et s'épanouir]. ». Concrètement, **d'amplifier les usages des lieux** de vie existants selon trois axes : « *changer d'usage des bâtiments* [bureaux en logements], *alterner les usages d'un même bâtiment* [discothèque/fitness, cours d'écoles/parcs] et *accueillir des activités dans les logements*. ».

**Michelle Lutz** rappelle que ce concept sera un défi pour la nouvelle mandature, qui cherchera à l'appliquer aux six quartiers mulhousiens. Les pessimistes imaginent que la ville du quart d'heure pourrait créer des « ghettos de bobos » vivant uniquement dans leur quartier. Michelle Lutz estime que ce n'est pas un risque pour Mulhouse, ville cosmopolite habituée au vivre ensemble. Elle convient que **l'administration locale doit évoluer** avec le concept. L'organisation doit changer pour, entre autre, repenser les liens entre services et citoyens ou la gestion de la mixité d'usages de certains équipements. Elle estime que **Mulhouse Diagonales** est déjà un projet allant dans le sens de la ville du quart d'heure, grâce à ce nouveau réseau d'espaces de nature et de loisirs innervant toute la ville. Il s'agit d'assurer une « symbiose » entre les deux démarches.

**Pier-Mael Anezo** rappelle l'ancienneté des notions de « **ville des proximités** » ou « d'intensité urbaine », qui doivent favoriser une certaine urbanité. Plusieurs **agences d'urbanisme** se sont déjà emparées du sujet, comme à Strasbourg pour le PLUi ou Orléans pour le SCoT. De facto, Mulhouse est – exception faite des enclaves industrielles – une ville des 5 à 10 minutes à pied. **En pratique**, pour atteindre cet objectif, il s'agit de rendre les centralités plus attractives, comme le propose Moreno, tout en assurant une meilleure accessibilité donnant la priorité aux piétons. Les études strasbourgeoises notamment montrent l'importance d'une certaine densité (au moins 40 logements/ha) en quantité suffisante (1000 logements et plus) pour assurer la pérennité des services. Les **espaces périurbains** sont les plus compliqués à adapter au concept. Conçus autour de l'automobile et d'espaces individualisés (drive, zones et centres commerciaux, maisons individuelles...), ils ont généré une convivialité contrôlée et choisie ; à l'opposé de l'urbanité promue par Moreno. Ici, pour créer la ville du quart d'heure, les efforts de densification et d'introduction d'alternatives à la mobilité individuelle motorisée devront être massifs.

Le **numérique** a ponctué les débats. Pier-Mael Anezo a soulevé sa faible importance pour l'adaptation du cadre de vie à la ville durable ou aux attendus des citoyens (cf. étude Smart City). Il s'avère un levier intéressant pour rapprocher travail et habitat, au moins ponctuellement. Michelle Lutz a rappelé la réussite de l'expérience de télétravail dans ses services, mais aussi soulevé les risques pour la qualité des liens dans les équipes. Carlos Moreno s'est joint à cette analyse, tout en insistant sur le rôle du numérique pour changer le rapport à l'espace et au temps des urbains.



## Participation citoyenne : quels outils et quelle place pour le numérique ?

*Intervenants : **Cécile SORNIN**, élue à la participation citoyenne, Ville de Mulhouse ; **Marie HOTTINGER**, Éluë à la ville intelligente, Ville de Mulhouse ; **Laurent VERLAGUET**, Directeur Villes et collectivités, marque Expercité chez Eiffage Énergie Systèmes ; **Kristell JUVEN**, Directrice Adjointe de l'association Citoyens & Territoires Grand Est. Débat animé par **Nelly MOUSSU**, rédactrice en chef adjointe de Smart City Mag*

Le second débat a commencé par rappeler l'importance de la participation pour l'action publique. Il s'agit de « **faire ensemble** » entre tous les acteurs de la ville et de répondre à la crise de représentation politique qui s'accroît à chaque élection.

Les intervenants ont présenté les **solutions numériques** qu'ils mettent en œuvre pour la participation. Cécile Sornin et Marie Hottinger ont souligné l'importance de l'Agence de la Participation Citoyenne et de sa plateforme « **Mulhouse C'est Vous** », ainsi que l'existence de l'application « **Allô Proximité** » de signalement de problèmes techniques dans l'espace public. Les éluës ont expliqué que leur approche de la participation était empirique, basée sur des diagnostics de terrain et une démarche de « proche en proche ». Kristell Juven a présenté le « **livre blanc de la participation** » et Laurent Verlaguet les solutions **d'Expercité** pour le cadre de vie, la mobilité et la sécurité.

Pour les participants, **pour être inclusif**, le numérique doit être ergonomique (design), ses outils mis à disposition du plus grand nombre (tablettes dans les écoles) ou être utilisé pour capter des publics éloignés du débat politique mais très connectés (gamers sur Discord). Mais ces **outils digitaux doivent s'accompagner de présence** et de moyens humains pour générer de la confiance sur le temps long. Le numérique amplifie, mais ne se substitue pas.

La **pandémie** a montré la capacité du numérique à préserver les **liens**, mais aussi offert une opportunité unique de captation des **compétences** de personnes hautement qualifiées dans le domaine pour des projets participatifs ; des développeurs d'applications pour mobiliser des citoyens fabricants de masques par exemple. L'enjeu est de **pérenniser** l'implication de ces forces vives, essentielles au fonctionnement des plateformes numériques citoyennes. Enfin, les élus ont changé leur mode de **communication**, avec l'expérience passionnante du Facebook-Live hebdomadaire de la Maire et de son premier adjoint.

**A l'avenir**, les éluës ont insisté sur les besoins de temps, de ressources et de relais locaux, comme les CSC, pour assurer cette participation citoyenne. La mobilisation citoyenne pouvant contribuer à la vitalité des centralités de la ville du quart d'heure.



## Capteurs, applications mobiles, portail citoyen, caméras : comment garantir la sécurité des données gérées par la ville ?

Intervenantes : **Laura GAYMARD**, responsable du management du numérique pour la ville de Mulhouse et l'Agglomération ; **Caroline POROT**, CDO (Chief Digital Officer) de la Région Grand Est. Débat animé par **Ariel GOMEZ**, rédacteur en chef de Smart City Mag

Cette table-ronde s'annonçait aride, avec un sujet à première vue complexe. Mais les intervenantes ont su donner vie au **sujet éminemment politique** de la sécurité des données des collectivités.

En introduction, Caroline Porot a rappelé la tentative de rançonnage informatique subit par la Région Grand Est (RGE) le jour de la Saint-Valentin 2020. Aux premières loges de la **logistique numérique du confinement**, les intervenantes ont souligné la mise en place globalement simple du télétravail dans leurs services. Vue la superficie de la Région et l'expérimentation de l'agglomération mulhousienne, les administrations étaient prêtes. Au-delà des questions techniques, l'enjeu était de repenser les modes de collaboration à distance. Les services informatiques ont aussi dû sécuriser les **nouvelles pratiques** délibérantes (visio-délibérations, information au public en temps réel), sensibiliser les néophytes aux usages numériques (dans toutes les tranches d'âges) et assurer de nouvelles missions comme l'évaluation post-crise, le recensement des cas de COVID au sein des services, l'assurance d'une action sanitaire respectueuse des données (retrait de masque en tractage) ou l'organisation de nouveaux canaux de communication (Facebook Live).

La question centrale concerne **le rapport des usagers à leurs données** (identification possible) **et leurs traces** (anodines prises séparément) numériques. Les intervenantes soulignent le paradoxe entre la frilosité – voire la crispation – du public à partager ses données avec l'Etat, mais son inconscience dans son usage numérique privé (réseaux sociaux). Caroline Porot relate la déconvenue de Laetitia Halliday, géolocalisée en France plus de six mois dans l'année sur Instagram et donc soumise à la loi sur les successions françaises pour l'héritage de son illustre mari. En retour, les institutions semblent trop précautionneuses – comme avec Stop-COVID – compte-tenu du cadre légal existant. A 20-25 ans d'âge, la culture numérique de la société a tout juste passé son adolescence, et cela se reflèterait dans la capacité technique et la maturité du débat politique.

La **localisation du stockage** des données est un premier enjeu soulevé. Elle se veut de plus en plus locale, par volonté politique (initiative franco-allemande par exemple), mais aussi nécessité commerciale avec le Patriot Act, qui incite les opérateurs à délocaliser leurs fermes de données hors des Etats-Unis pour éviter l'intrusion des services secrets américains. Le numérique est devenu un **enjeu politique majeur** à mesure que ses usages augmentent. Il est question de la réputation des institutions, de la gestion des données des citoyens ou de bonne gouvernance.

### Pour en savoir plus :

- [La ville du quart d'heure imaginée à Paris](#)
- [L'ouvrage de Carlos Moreno sur la ville du quart d'heure](#)
- [L'étude AURM sur le territoire intelligent de la Région Mulhousienne](#)
- [Plateforme du Réseau des acteurs du développement local dans le Grand Est](#)
- [La plateforme de participation citoyenne mulhousienne](#)
- [L'application allo proximité](#)
- [Expéricité, la marque d'Eiffage dédiée aux solutions numériques pour les collectivités](#)

Le Bloc-Notes de l'Agence, édité et imprimé par :

**L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne**

33 avenue de Colmar, 68 200 Mulhouse

**Rédaction** : Pier-Mael Anezo

**Date** : oct 2019

*Toute reproduction autorisée avec mention précise de la source et référence exacte*